



Le P.D.G.



Le Poing Dans la Gueule, Quand on peut madame des syndicats CNT-29 S
BP 1507 29105 Quimper cedex ; ud.29@cnt-f.org ; 06 86 67 53 83
<http://www.cnt-f.org/staf/>

N° 3
2010

DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC = ARNAQUE

Le maire ne s'en est jamais caché : Il est partisan du maintien de madame Véolia aux commandes du service de l'eau à Quimper. Mais comme ladite dame est plutôt impopulaire chez ses administrés (demandez au Braden, demandez au Quinquis ...), il assure maintenant être ouvert à d'autres solutions, et fait dépendre sa décision des résultats d'une étude comparative de la gestion directe et de la "délégation de service public", le critère déterminant étant celui du prix ...

**Monsieur le Maire, croyez-nous,
C'EST TOUT COMPARÉ !**

En effet, quel "plus" peuvent apporter Véolia, Suez ou autres multinationales par rapport à une gestion municipale directe de l'eau ?

ONT-ELLES UN SAVOIR-FAIRE TECHNIQUE PARTICULIER ? **NON** : Ce sont les salariés (ouvriers, employés des bureaux, techniciens, ingénieurs) qui assurent le fonctionnement du système, et le fait d'avoir l'insigne de Véolia sur la poitrine ne les rend pas plus compétents. Si nous parvenons à bouter les sangsues

de Véolia hors de nos murs, que perdrons-nous ? RIEN ! Au plus quelques cadres 100% pur jus Véolia seront-ils mutés chez d'autres gogos, c'est tout !

ONT-ELLES UNE SUPÉRIORITÉ EN MATIÈRE D'EXPERTISE SANITAIRE ?

NON : Ce sont des laboratoires d'analyse indépendants qui assurent le suivi de la qualité de l'eau distribuée, et ces laboratoires travaillent aussi pour les régies municipales. Quant aux experts maison, on ne peut évidemment pas leur accorder la moindre confiance : Ils sont au service de leur employeur, et leurs rapports ont autant de valeur que ceux des "scientifiques" ripoux payés par Monsanto pour "prouver" l'innocuité des OGM et du Round-Up.

Que savent-ils donc faire mieux qu'une régie municipale, ces requins ? Gérer ... Oui, gérer, mais gérer au plus juste, à la mode financière, de façon à assurer à leurs actionnaires les revenus les plus élevés possibles. Et on sait ce que ça signifie : Entretien minimum des réseaux, tricheries à tous les niveaux, économies salariales, conditions de travail dégradées, remplacement de l'accueil de proximité par des serveurs vocaux anonymes centralisés, surfacturation permanente aux abonnés, opacité des comptes ... Tout le monde est perdant dans l'affaire, sauf les actionnaires !

Car il faudra qu'on nous explique par quel prodige comptable le retour à une régie municipale pourrait entraîner une augmentation du prix de l'eau : Le réseau nous appartient déjà, le personnel ne change pas, le savoir-faire est le même ... Mais, différence essentielle, il n'y a plus d'actionnaires invisibles qui prélèvent leur dîme au passage. À moins d'avoir séché les cours d'addition et de soustraction au CP, on comprend donc sans peine que :

**À qualité de service
et conditions de travail égales,
le prix de revient doit forcément baisser.**

**À prix de revient égal,
la qualité du service
et les conditions de travail des salariés
ne peuvent qu'être meilleures.**

ET C'EST LÀ LE VRAI CHOIX !

Si les études comparatives en cours montrent le contraire, c'est qu'elles sont manipulées. C'est que NOUS sommes manipulés.

Et qu'on ne nous dise pas que ce raisonnement est simpliste, qu'on n'essaie pas de nous embrouiller avec des avalanches de chiffres et des raisonnements spécieux. Véolia ou régie municipale, rien ne change sauf l'objectif final : Servir des actionnaires ou servir les Quimpérois.

"Ici, tout est à tous et tu es venu nous prêcher je ne sais quelle distinction du tien et du mien."

Ces propos que Diderot prête à un vieux Tahitien à l'adresse de Bougainville témoignent d'une évidence : rien n'est plus normal que le libre accès de tous aux biens naturels que sont la terre, l'eau, l'air, les semences ...

Il y a belle lurette que la terre "civilisée" a été entourée de barbelés pour devenir "propriété privée", même si, jusqu'à une date qui n'est pas encore immémoriale, ont subsisté les vaines pâtures sur les terres communales, libres d'accès pour le bétail de tous.

L'harmonieuse chanson de l'eau "courante", initialement propriété de la communauté et gérée par celle-ci, s'est transformée en couacs. En effet, l'eau, sous prétexte de traitements divers et variés, est devenue un bien privé de plus en plus coûteux.

C'est une même logique qui sous-tend le développement des OGM. La véritable raison d'être des modifications génétiques sur les plantes ou autres organismes vivants, malgré les discours fallacieusement humanitaires, est bien le brevetage du vivant. Et qui dit brevet dit confiscation au profit des multinationales qui vont s'enrichir du commerce des OGM.

La technique au royaume de la libre concurrence est le prétexte qui permet à une minorité de s'approprier les biens naturels, mettant ainsi à leur merci la majorité.

On ne tardera peut-être pas à nous faire payer l'air que nous respirons sous prétexte d'une purification quelconque. N'est-il pas question aux Etats-Unis d'interdire les potagers familiaux pour des prétextes sanitaires sous la pression de Monsanto & Co.

Il est insupportable dans le monde capitaliste qu'une parcelle de liberté et d'autonomie subsiste dans la satisfaction des besoins primordiaux. En effet, non seulement cette parcelle d'autonomie n'est pas rentable pour le marché, mais elle montre qu'on peut lui échapper, et dès lors elle est perçue comme une menace. À juste titre ! Car le marché a plus besoin de nous que nous de lui.

*" Ils vous ont fait payer le pain
le ciel la terre l'eau le sommeil
et la misère
de votre vie"
(Paul Éluard – La victoire de Guernica)*

POUR DES SERVICES PUBLICS ... ET GRATUITS EN PLUS

Les tenants de délégalation de la distribution d'eau au privé reprochent aux défenseurs du retour à une régie municipale d'avoir une position idéologique (comme si la leur ne l'était pas !). Eh bien ! Oui ! Nous défendons le principe de la régie municipale par idéologie et nous avons de bonnes raisons pour cela. En effet, notre idéologie repose sur les idéaux de service public que nous défendons contre le « pragmatisme » de ceux qui prônent la privatisation au nom du principe d'efficacité qui n'est qu'un masque. Pourquoi ?

Parce que d'abord, nous tenons à rester des usagers et nous refusons de devenir des clients. Les usagers ont tous les mêmes droits, se respectent les uns les autres et bénéficient des mêmes services quelle que soit leur origine ou leur situation. Le client a droit à des courbettes, des « offres personnalisées » pour mieux le « servir » de façon individuelle (individualiste ?) selon l'épaisseur de son porte monnaie et tant pis pour celui dont la bourse est plate.

L'efficacité des services publics – et c'est leur honneur – se mesure à leur capacité à servir chacun quels que soient les moyens nécessaires en temps et en matériel pour le même tarif. Leur rentabilité est d'ordre social pour tous et non d'ordre financier pour une poignée d'actionnaires.

Parce qu'encore, si d'aucuns reprochent aux services publics de coûter trop cher et prétendent que le privé est moins onéreux pour la collectivité et l'utilisateur (en l'occurrence ce serait un argument décisif pour maintenir à Quimper la délégalation à Veolia), on oublie que, si d'aventure une facturation privée était moins élevée, il faudrait rajouter à ce prix tout ce qu'ont coûté les infrastructures payées par la collectivité. Un des exemples les plus scandaleux peut être est celui des autoroutes : l'état (c'est à dire nous) a financé

leur construction pour que des sociétés privées empochent les dividendes. Les infrastructures publiques dont la fonction initiale est le service de la collectivité deviennent génératrice de profits privés. Certains n'ont pas l'outrecuidance de proposer une assurance contre les fuites d'eau quand ces mêmes fuites sont, en partie au moins imputables à leur incurie dans la gestion du réseau ?

Notre idéologie, enfin, nous donne l'audace de défendre les personnels des services publics, c'est à dire les fonctionnaires de tout poil, ces abominables privilégiés ! Oui, nous les défendons au nom de l'esprit service public qui anime la majorité d'entre eux : oui, les cheminots ont une conscience professionnelle tout comme les employés d'EDF ou notre facteur ancienne mode, ce qui nous permet de compter sur eux même dans des circonstances difficiles. La sécurité de l'emploi, ne pas être obligé d'écraser son collègue pour assurer sa promotion ne devraient pas susciter la jalousie mais être revendiqués par et pour tous comme des conditions décentes de travail. Nous ne sommes pas sûrs que France Télécom, désormais privatisée, rende de meilleurs services au public mais ce dont nous sommes certains, c'est qu'il n'est pas admissible que, sous prétexte de rentabilité, des femmes et des hommes soient poussés au suicide.

Alors oui, c'est bien par idéologie que nous défendons la gestion publique des services collectifs (donc le retour à une régie municipale de l'eau) car ce n'est pas à l'aune de leur capacité à enrichir une minorité mais à l'aune de leur potentialité de solidarité, de justice et de respect de chacun (usagers et personnels) que nous jugeons la rentabilité de ces services qui, rêvons un peu, devraient être gratuits.

"à voir, à lire et à entendre" - "à voir, à lire et à entendre" - "à voir, à lire et à entendre"

EAU, SERVICE PUBLIC À VENDRE



Réalisation : Leslie FRANKE et Hermann LORENZ
Une co-production de Kern TV et NDR 58 mn, 2005

L'eau, ressource vitale et bien commun de l'Humanité. Mais aussi marchandise pour les deux ou trois grandes firmes multinationales qui ont pris des positions clés sur le marché de sa distribution et de son traitement. À travers l'Europe, un même constat : des milliers d'emplois supprimés, des investissements en baisse, des prix à la hausse et des profits qui explosent. Et une question qui s'impose : la recherche du profit se fait-elle au détriment de la qualité de l'eau ?

En France, les cinq prochaines années seront des années cruciales pour le service public de distribution de l'eau, avec la renégociation de très nombreux contrats avec le privé. Ce documentaire allemand, sous-titré en français, vient opportunément nous rappeler les grands enjeux de la gestion de l'eau.

Pour commander le DVD :
<http://voiretagir.org/spip.php?article37>

UN APPEL INTERNATIONAL À SOUTENIR LE PROJET DE FILM *WATER MAKES MONEY*

Un nouveau film de Leslie Franke et Hermann Lorenz sur la question de l'eau, en collaboration avec Jean Luc Touly, Marc Laimé, Christiane Hansen et Aquattac.

La privatisation de l'eau, élément essentiel à notre vie, progresse dans le monde entier jour après jour, Veolia et Suez, les deux multinationales signalent de nouvelles conquêtes. Partout elles appâtent avec leur brillante technique, leur fiabilité et leur financement avantageux. Pourtant au siège des multinationales, chez elles, en France, on leur fait de moins en moins confiance...

Le nouveau film de Leslie Franke et Hermann Lorenz, auteurs d'*Eau, service public à vendre*, veut montrer les ombres au tableau de l'expansion brillante de Veolia et Suez et prouver par l'exemple de la France que la main mise, au nom du profit, sur l'élixir de vie qu'est l'eau, peut être stoppée.

Water makes money sera un film citoyen si vous le soutenez !!!

Pour contribuer au projet :
<http://www.watermakesmoney.com/fr/accueil.html>